

The logo features the word "MASE" in a bold, blue, sans-serif font. A green swoosh underline is positioned beneath the "M" and "A". Below "MASE" is the tagline "AMÉLIORER LA PERFORMANCE SSE" in a smaller, blue, sans-serif font. The background consists of a large blue circle on the left and a green swoosh on the bottom left, both on a white background.

MASE
AMÉLIORER LA PERFORMANCE SSE

La RSE et le MASE

19 septembre 2023



Sommaire

- ❖ Définitions et histoire de la RSE
- ❖ Les avantages de la RSE
- ❖ Les grandes lignes de la RSE
- ❖ La certification MASE/ France Chimie et la RSE

Définitions et histoire de la RSE



- Pour les anglo-saxons :
 - L'objectif central de la RSE consiste à "aligner les activités sociales et environnementales d'une entreprise sur ses valeurs et ses objectifs commerciaux ».
- Pour les européens :
 - Commission européenne définit la RSE comme "la responsabilité des entreprises vis-à-vis des effets qu'elles exercent sur la société".
 - Ou
 - "l'intégration volontaire des préoccupations sociales et écologiques des entreprises à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes."
- Pour la France :
 - Reprend cette dernière définition de la commission européenne
- Pour la Norme ISO 26000 :
 - « la responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et activités sur la société et sur l'environnement, se traduisant par un comportement éthique et transparent qui contribue au développement durable, y compris à la santé et au bien-être de la société".

- Dans les années 1950, il existe l'idée d'une responsabilité sociale pour les sociétés. Mais les obligations commerciales de l'entreprise priment sur ses devoirs éthiques ou philanthropiques.
- Dans les années 1990, la mise en place de premières réglementations sur la RSE des entreprises.
- En France, c'est la loi relative aux Nouvelles Régulations Économiques, dite « loi NRE » du 15 mai 2001 qui s'impose.

- La loi NRE consiste en une série de mesures destinées à encourager la régulation financière et la régulation de la concurrence. Ces mesures demandent en outre à toutes les sociétés cotées de fournir un reporting social et environnemental.
- La loi Grenelle 1 prévoit des mécanismes incitatifs visant à encourager l'investissement socialement et écologiquement responsable.
- La loi Grenelle 2 étend quant à elle l'obligation de transparence aux entreprises de plus de 500 salariés.
- La loi de 2017 insiste sur le devoir de vigilance.

Mais aucune obligation légale n'impose à ce jour de standards de performance à respecter en matière de RSE des entreprises.

C'est la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) du 22 mai 2019 qui renforce la RSE avec :

- l'article 1833 du Code civil qui implique que l'objet social de l'entreprise intègre la considération des enjeux sociaux et environnementaux ;
- l'article 1835 du Code civil qui stipule la possibilité de se doter d'une raison d'être dans les statuts de l'entreprise.

Les avantages de la RSE



Réduire les risques

Améliorer sa marque employeur,
motiver ses équipes et attirer les
talents

Donner du sens à l'entreprise

Faire des économies

Anticiper les évolutions
réglementaires

Innover de manière responsable

Améliorer la réputation et l'image de
l'entreprise

Satisfaire les attentes de ses clients

Se différencier de ses concurrents et
remporter de nouveaux marchés

Attirer des investisseurs

Les grandes lignes de la RSE



- La démarche interne
- La certification ISO 26000
- Global Compact

La mise en place d'une démarche RSE efficace au sein de votre entreprise demande de suivre certaines étapes :

1. Nommer un chef de projet

il est préférable de nommer un collaborateur concerné et motivé par cette mission, qui accorde un grand intérêt aux axes portés par la RSE.

De plus, le chef de projet doit évidemment connaître parfaitement l'entreprise, mais aussi maîtriser le management transversal et posséder un grand sens de la communication et du relationnel pour mener à bien ses missions.

Une responsabilité qui peut même devenir un poste à temps plein pour les entreprises de grande envergure.

2. Réaliser un audit

- D'une part, de la situation de l'entreprise avant la mise en place d'une stratégie afin de cibler les pistes d'amélioration.
- De l'autre, un audit des mesures prises dans des entreprises similaires.

3. Communiquer

Il est également primordial de communiquer sur ce projet aussi bien en interne avec tous les collaborateurs, qu'en externe, auprès des clients, fournisseurs et partenaires.

4. Consulter le site Plateforme RSE

Pour instaurer une démarche RSE en entreprise, il peut être intéressant d'être accompagné et conseillé. Pour ce faire, vous pouvez notamment demander conseil auprès de la Chambre de commerce et d'industrie (**CCI**)

Mais il est également possible de se rendre sur le site Plateforme RSE proposé par l'État depuis 2013.

5. Élaborer la stratégie

Tout le travail préliminaire va vous permettre d'élaborer la stratégie RSE la plus objective et adaptée à la situation et aux besoins de l'entreprise en matière environnementale, économique et sociale.

De cette stratégie va découler un plan d'actions, classé par ordre de priorité, par exemple, et mené par le chef de projet. Il est important de définir un budget alloué qui permettra de définir précisément le nombre d'actions sur l'année et le rythme auxquelles elles pourront être menées.

6. Utiliser la plateforme Impact

Autre site proposé par l'État : la [plateforme Impact](#). Ce service vous permet de partager les actions et résultats obtenus dans le cadre de votre démarche RSE. Un moyen de valoriser vos actions, d'obtenir, si besoin, un accompagnement, et de faire preuve d'une totale transparence à l'égard de vos collaborateurs, vos clients et tous vos partenaires extérieurs.

La norme définit le périmètre de la RSE autour de sept thématiques centrales :

- la gouvernance de l'organisation
- les droits de l'homme
- les relations et conditions de travail
- l'environnement
- la loyauté des pratiques
- les questions relatives aux consommateurs
- les communautés et le développement local.

Créé en 2000 par le secrétaire général des Nations Unies de l'époque, Kofi Annan, le Global Compact ou Pacte Mondial est un programme de l'ONU.

Ce dernier vise à impliquer les entreprises, et maintenant les organisations non lucratives, dans le respect de 10 principes clés afin de construire une société plus durable.

On retrouve dans chaque pays une association dont la mission est de faire vivre et accompagner le réseau des organisations engagées.

1. Soutenir et respecter la protection des droits de l'Homme dans la sphère de leur influence,
2. S'assurer que leurs propres sociétés ne sont pas complices d'abus de droits de l'Homme,
3. Respecter la liberté d'association et la reconnaissance du droit aux associations collectives,
4. Contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé et obligatoire,
5. Contribuer à l'abolition effective du travail des enfants,
6. Contribuer à l'élimination de la discrimination dans l'emploi et les professions,
7. Soutenir l'application d'une approche de précaution vis-à-vis des enjeux environnementaux,
8. Prendre des initiatives visant à promouvoir une plus grande responsabilité environnementale,
9. Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement,
10. Lutter contre la corruption.

Les objectifs de développement durable (ODD) donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous.

Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice.

Les objectifs sont souvent interconnectés.



LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La certification MASE/ France Chimie et la RSE



Pourquoi s'intéresser à la RSE ?

- Une demande de plus en plus prégnante dans les appels d'offres
- Une prise de conscience des entreprises
- La configuration de nos adhérents (TPE/PME)
- Des liens entre les exigences du Référentiel et les grandes lignes de la RSE

La demande du CA de MASE France et International

- Mettre en évidence les liens entre les exigences du Référentiel et les grandes lignes de la RSE
- Que la RSE ne soit pas un axe auditable
- Que la référence RSE soit reconnu (Global Compact)

La méthode de travail :

- Apport de deux spécialistes de la RSE (Murielle Lebel) et du programme Global Compact (Franck David)
- Analyse des différents ODD
- Passage en revue des exigences du Référentiel point par point et des liens potentiel avec les exigences de chaque ODD
- Décision de faire un « Conseil pour »

En fait :

Les entreprises engagées dans la démarche MASE font de la RSE sans le savoir.

L'utilisation de ce « Conseil pour » nécessite :

- D'avoir une connaissance des différents ODD
- De bien connaître son système MASE mis en place dans l'entreprise

Attention Global Compact est un programme mondial

Importance de cette image qui permet de comprendre la notion de transversalité des ODD



4.1 Interactions entre les chapitres de l'Axe 1 du référentiel et les ODD



1.1 Engagement de l'employeur

Pour des raisons morales, légales (ODD 8 et 16) et économiques, l'employeur a dans ses fonctions, l'obligation de préserver pour toutes ses activités :

- La Sécurité (ODD 8 et 9), la Santé (ODD 2 et 3) physique et morale de ses salariés.
- L'environnement (ODD 6, 7, 13, 14 et 15)

Pour des raisons morales, légales (ODD8 et 16) et économiques, l'employeur a dans ses fonctions, l'obligation de préserver pour toutes ses activités :

ODD8 : Travail décent et croissance économique

- Pas de travail dissimulé
- Pas de travail des enfants
- Égalité Hommes/Femmes
- Croissance profitant aussi aux salariés

ODD16 : Paix, Justice et Institutions efficaces

- Respect de la réglementation
- Respect du dialogue social

La Sécurité (ODD8 et 9), la Santé (ODD2 et 3) physique et morale de ses salariés

ODD9: Industrie, innovation et infrastructures

- Prise en compte des nouvelles technologies
- Axer l'entreprise dans le développement durable
- Tenir compte des Rex
- Tenir compte des remontées de terrain

ODD2 : Faim « Zero »

- Sensibilisation à la qualité nutritionnelle
- Gestion des produits chimiques
- Engagement pour l'environnement
- ODD3 : Bonne santé et bien être
- Suivi médical
- Prévention des RPS
- Qualité de Vie au Travail

L'Environnement (ODD6, 7, 13, 14 et 15)

ODD6: Eau propre et assainissement

- Traitement des déchets et rejets
- Economie d'eau

ODD7 : Energie propre

- Préparer la transition énergétique

ODD13 : Lutte contre le changement climatique

- Diminution des Gaz à Effet de Serre
- Valorisation des déchets (EPI par exemple)

➤ ODD14 : Vie aquatique

- Protection du milieu aquatique
- Protection de la biodiversité et des écosystèmes

➤ ODD15 : Vie terrestre

- Protection du milieu terrestre
- Protection de la biodiversité et des écosystèmes



Merci
pour votre attention

MASE

AMÉLIORER LA PERFORMANCE SSE



Les entreprises font face à de **multiples risques** : environnementaux, climatiques, sociaux, économiques, juridiques ou encore réputationnels...

Intégrer la RSE au cœur de sa stratégie permet de réduire les risques.

Plus **résiliente**, une entreprise engagée en RSE va par exemple assurer son approvisionnement en matières premières en sélectionnant des ressources disponibles, locales et renouvelables.



L'engagement RSE renforce la marque employeur.

Une entreprise responsable crée **un environnement de travail épanouissant** pour les collaborateurs.

Au-delà de la qualité de vie au travail, **la RSE redonne du sens au travail des collaborateurs**. L'entreprise fidélise ainsi ses collaborateurs. Ils sont plus motivés et gagnent en productivité.



Pour réussir sa démarche RSE, 2 conditions doivent être réunies :

- **La direction doit porter le sujet au plus haut niveau**
et
- **L'ensemble des collaborateurs doivent s'en emparer.**

En développant son engagement RSE, l'entreprise transforme ses pratiques à tous les niveaux pour que son développement soit soutenable et compatible avec les limites planétaires.



La RSE est souvent perçue comme un centre de coûts. Or, de nombreuses études démontrent qu'en matière de RSE, **les coûts sont souvent visibles et les bénéfices cachés.**

Il est possible de mesurer le retour sur investissement ou ROI de nombreuses actions RSE.

Par exemple, en moyenne le coût de remplacement d'un collaborateur est estimé à 6 mois de salaire pour l'entreprise. En réduisant son turnover, l'entreprise réduit donc ses coûts et améliore sa performance économique.



Le principal prérequis pour mettre en place une démarche RSE est de **respecter la réglementation**. S'engager en RSE permet donc d'**anticiper la réglementation**, puisqu'elle relève d'un **engagement volontaire de la part de l'entreprise**.

Par exemple, si certaines organisations, comme les entreprises de plus de 500 salariés, doivent réaliser un bilan carbone réglementaire, de nombreuses PME ont déjà réalisé leur bilan carbone et défini une stratégie pour réduire leurs émissions de GES. Si la réglementation se durcit, ces entreprises auront déjà une longueur d'avance sur le sujet.



Devenir plus responsable, c'est imaginer les solutions de demain, innover et transformer durablement les pratiques de l'entreprise.

Faire grandir son engagement RSE implique une démarche d'amélioration continue.



Intégrer la RSE au cœur de la stratégie **améliore la confiance et l'acceptabilité des parties prenantes** envers les activités de l'entreprise.

Avec une démarche RSE exigeante et crédible, l'entreprise obtiendra plus facilement sa “***licence to operate***”.



85% des Français considèrent que les entreprises et les marques ont une très forte responsabilité d'agir en faveur de la consommation responsable.

La crise sanitaire a accéléré la prise de conscience des citoyens et des consommateurs face aux défis sociaux et environnementaux. De plus en plus informés et vigilants, ils attendent que l'entreprise joue un rôle dans la transition écologique et solidaire.

Ce phénomène devrait se renforcer dans les prochaines années, l'entreprise devra donc de plus en plus faire preuve de **transparence vis-à-vis des impacts économiques, sociaux et environnementaux de ses activités**. En parallèle, elle devra accompagner de nouveaux modes de consommation plus responsables.



De plus en plus d'appels d'offres intègrent des critères RSE ou ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance). Or ces critères pèsent de plus en plus dans le choix de fournisseurs. Valorisez les actions RSE et leur impact positif sera indispensable pour **obtenir de nouveaux marchés et vous différencier de vos concurrents.**



Du côté des investisseurs, les critères RSE et ESG sont également de plus en plus pris en compte.

Les entreprises disposant d'une démarche ou d'une certification RSE sont jusqu'à 66% plus susceptibles d'être identifiés comme des partenaires de business et de gagner des parts de marché.*

* Selon une étude de l'organisme britannique des certifications

